

Il y a urgence à répondre à la colère légitime

SANS JUSTICE, IL N'Y AURA PAS DE PAIX

La révolte monte et se propage depuis le meurtre du jeune Nahel par un policier à Nanterre. Une partie de la jeunesse s'identifie et se solidarise, n'accepte pas d'attendre que la situation se reproduise. La situation n'est pas issue d'un acte isolé ou d'un simple accident. C'est le résultat de gouvernements successifs qui nient le racisme structurel et le système des violences policières. C'est le résultat de décennies de politiques répressives, héritières des pratiques de gestion coloniale des populations, qui se retrouvent dans la gestion des quartiers populaires. C'est le résultat des inégalités sociales et territoriales, de la destruction des services publics, de la masse des logements indignes, du démantèlement du tissu associatif, qui concerne au quotidien des millions de travailleuses et travailleurs.

Globalement, ce sont des symboles de l'Etat qui sont visés par des dégradations ou des destructions. Il est toujours regrettable de voir des établissements scolaires endommagés, mais cela ne saurait être instrumentalisé comme écran de fumée pour ne pas s'attaquer aux causes profondes de la révolte. Des commerces de grandes chaînes ont également été visés. Si un effet d'aubaine peut exister, nous ne pouvons qu'être frappés par les images de caddies pleins de produits de première nécessité qui jettent une lumière crue sur la crise sociale liée aux salaires et à l'inflation.

Il faut mettre fin à ces meurtres, apporter des réponses politiques et sociales et des mesures concrètes, à commencer par une réforme de la loi de 2017 sur les conditions d'usage des armes par la police et au-delà de toute l'institution policière. Il faut détruire le système raciste, développer et renforcer les services publics et la justice sociale. C'est le seul moyen de faire retomber la tension : changer en profondeur.

Hélas, le gouvernement semble vouloir s'enfermer dans une approche répressive et la pression sur la mise en place de l'état d'urgence augmente d'heure en heure. Nous sommes très inquietes des arrestations massives, des violences et de la répression que vont subir des milliers de jeunes probablement sans le respect de leurs droits. Nous venons d'apprendre qu'une personne a été tuée par balle en Guyane sans en connaître encore les détails.

Nous ne devons pas rester silencieux/euses ou passifs/ives devant cette situation. Il faut essayer, à tous les niveaux, d'initier des cadres unitaires larges pour peser sur la situation. Sans justice, il n'y aura pas de paix.